

Des barricades pour sauver la planète

Leanne Betasamosake Simpson

Numéro 328, automne 2020

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/94128ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Betasamosake Simpson, L. (2020). Des barricades pour sauver la planète. *Liberté*, (328), 10–11.

Des barricades pour sauver la planète

Dans cette chronique dédiée à la parole des Premiers Peuples, nous avons invité Leanne Betasamosake Simpson, écrivaine, professeure et musicienne, membre de la communauté Michi Saagiig Nishnaabeg. Elle est l'une des figures de proue du mouvement de la résurgence autochtone au Canada.

En février dernier, j'ai participé au rassemblement annuel du Programme régional de protection du territoire Dehcho K'éhodi à l'école secondaire Liidlii Kue, dans la région du Dehcho, au Denendeh (Territoires du Nord-Ouest), dans le cadre de mon travail au Centre de recherche et d'apprentissage Dechinta. J'ai assisté là-bas à une journée de présentations extraordinaires offertes par des Dénés à propos des programmes d'immersion dans le territoire mis en place dans leurs communautés. À la fin de la journée, mon cœur débordait d'espoir et d'inspiration; j'avais vu, présentation après présentation, des photos d'aîné-es et de jeunes qui s'adonnaient à la pêche, au tannage de peaux, à la cueillette de baies, au touffetage de poils d'originaux, et qui, tout au long de l'année, avaient fait du canot sur le fleuve. J'ai vu tous ces intervenant-es témoigner de leur amour profond pour le territoire, le Dehcho (fleuve Mackenzie), le déné zhatié (la langue) et le mode de vie déné.

À la fin du rassemblement, j'ai écouté, en traduction, Jim Antoine – ancien premier ministre des Territoires du Nord-Ouest, longtemps ministre et membre du Conseil exécutif territorial et ancien chef de la Première Nation Liidlii Kue – exprimer son soutien aux chef-fes héréditaires wet'suwet'en et à leurs allié-es au camp Unist'ot'en. Ses mots étaient d'une simplicité frappante : ceci est notre demeure et il faut la protéger, pas seulement aujourd'hui, mais dans l'avenir aussi.

J'ai entrepris le long périple pour rentrer chez moi – en territoire anishinaabe, au centre de l'Ontario. J'ai fait une première escale à Yellowknives Dene, Somba K'e (Yellowknife, Territoires du Nord-Ouest); à mon arrivée, Global News rapportait que 61 % des Canadien-nes s'opposaient aux barricades et aux blocages en solidarité avec les Wet'suwet'en, mais que 75 % des personnes sondées souhaitaient pourtant aider les peuples autochtones.

Cela veut dire que 39 % des Canadien-nes seraient pour les barricades, ce qui est tout de même un chiffre considérable. Mais l'ironie, avec les 61 % qui disent « vouloir aider les Autochtones », c'est que la meilleure chose qu'ils et elles puissent faire, c'est précisément de respecter notre autodétermination et notre capacité de protéger nos territoires, notre eau et nos communautés pour les générations futures. Les chef-fes héréditaires wet'suwet'en ont été clair-es : il n'y aura pas d'accès au territoire sans leur consentement, et au cours des vingt dernières années, ils et elles ont fait tout ce qui était en leur pouvoir, à l'intérieur des structures actuelles, pour protéger ce territoire. Ainsi, quand la Gendarmerie royale du Canada a envahi leur territoire pour faire exécuter une injonction du tribunal et ouvrir la voie à la construction d'un pipeline, ils et elles nous ont demandé notre aide.

Notre aide, ils et elles en ont besoin pour stopper le pipeline Coastal GasLink, une infrastructure du projet

GNL Canada, longue de 670 kilomètres, qui acheminera du gaz naturel puisé dans le nord-est de la Colombie-Britannique jusqu'au terminal de Kitimat, où le gaz sera envoyé outre-mer. Notre aide, ils et elles en ont besoin pour bloquer ce qui deviendra la plus importante source d'émissions de gaz à effet de serre en Colombie-Britannique pendant sa première phase et qui, selon l'économiste senior Marc Lee, ne représente rien de moins qu'une bombe de carbone.

Le Canada a toujours fait fi de notre consentement lorsque vient le temps d'extraire des ressources naturelles et a toujours contré nos efforts d'autodétermination en décidant de façon unilatérale et paternaliste ce qui est le mieux pour nos communautés et nos territoires. L'État a toujours circonscrit les luttes visant à protéger nos territoires et nos peuples, en traçant une ligne claire entre les formes de défense de nos droits qui sont morales et « légitimes » – autrement dit, les négociations entre les leaders autochtones reconnus par l'État et la Couronne, ainsi que les manifestations symboliques, pacifiques et non perturbatrices permises par les lois canadiennes – et les tactiques qui perturbent les systèmes économique et politique en place, comme les barricades. C'est donc sans surprise que j'ai appris, en atterrissant à Amiskwaciwâskahikan (Edmonton, en Alberta) le 20 février, que le premier ministre Justin Trudeau déclarait que les impacts économiques des barricades étaient inacceptables.

Formulé autrement, cela signifie que si vous voulez protéger votre territoire pour les générations à venir, il vous faut agir à l'intérieur des structures que nous avons érigées – structures que nous avons par ailleurs créées pour nous assurer que le statu quo soit maintenu et que vous n'ayez ni le droit ni la possibilité de dire non à l'extraction des ressources sur votre territoire.

Vous pouvez dire non à un pipeline, mais seulement si vous le faites à voix basse.

Les chef-fes héréditaires peuvent dire non à un pipeline, mais le Canada va le construire quand même parce qu'au Canada, le consentement des peuples autochtones est accessoire.

Les chef-fes héréditaires wet'suwet'en et leurs clans s'acharnent depuis l'arrivée des Européens à protéger leur territoire. Ils ont fait appel aux tribunaux canadiens dans l'emblématique affaire Delgamuukw en 1997, ils se battent contre les pipelines depuis 2007, ils ont sensibilisé le grand public avec des tournées de conférences, des vidéos, un site web et ont proposé un scénario différent : un campement qui encourage l'immersion dans le territoire et qui comprend des cabanes, une maison semi-souterraine, des dortoirs et un centre de guérison, à Unist'ot'en. Une expression fabuleuse de la vie, définie par les lois wet'suwet'en et leurs pratiques axées sur le respect du territoire.

Les pratiques vitales de protection du territoire chez les Wet'suwet'en me rappellent qu'une barricade, c'est un peu comme un barrage de castor. On peut se tenir debout à côté d'un tas de branches qui bloque le débit d'une rivière et se plaindre des inconvénients occasionnés, ou bien on peut s'asseoir à côté de l'étang et observer l'intelligence du castor, qui engendre toujours plus de vie – les bassins profonds qui ne gèlent pas pour leurs proches, les poissons; les marais qui offrent aux orignaux, aux caribous et aux chevreuils de la nourriture et des endroits où se rafraîchir et se cacher les mollets pour éviter les piqûres de moustique; l'ouverture dans la canopée qui permet au soleil de réchauffer les habitats aquatiques sur les rives de l'étang pour les amphibiens et les insectes; des petits bassins en aval pour les jeunes poissons; du gravier pour la ponte; un refuge et des aliments pour les oiseaux. Les barricades sont à la fois refus de la destruction et affirmation de la vie.

C'est pourquoi les mots de Freda Huson, porte-parole du camp Unist'ot'en, vont droit au cœur des peuples autochtones partout sur Mikinaakong, l'île de la Tortue, lorsqu'elle dit : « Nous croyons que

nous faisons partie du territoire. La terre n'est pas séparée de nous. Elle nous nourrit. Et si nous n'en prenons pas soin, elle ne sera plus capable de nous nourrir, et c'est toute notre génération qui va mourir. »

C'est pourquoi les artistes et les jeunes queer, trans et bispirituel-les sont allé-es au front et ont organisé des manifestations et des occupations à Vancouver, à Victoria et ailleurs, en solidarité avec les Wet'suwet'en. C'est pourquoi les gardien-nes du territoire mohawk ont barricadé les rails à Tyendinaga et à Kahnawake. C'est pourquoi, il y a quelques années à peine, des milliers de personnes se sont mobilisées et rassemblées à Standing Rock afin de bloquer la construction du pipeline Dakota Access. Il n'est pas simplement question de pipelines, d'emplois, d'inconvénients dans la routine des gens ou de l'efficacité de certains moyens pour faire passer notre message. Il est aussi et surtout question du territoire et de la vie des générations futures. Il est question du genre de monde dans lequel nous souhaitons vivre collectivement.

À Peterborough, en Ontario, mes voisin-es non autochtones ont créé la Coalition citoyenne contre les quartiers radioactifs pour faire échouer la demande de permis de BWXT, l'entreprise qui veut produire des pastilles d'uranium dans notre voisinage. L'usine est située à quelques rues de ma maison, juste en face de l'école primaire Prince of Wales, où ma grand-mère, membre de la Première Nation d'Alderville, a étudié dans les années 1930 après avoir quitté la réserve pour s'installer en ville avec sa famille. Mes voisin-es s'inquiètent des conséquences pour l'environnement et pour la santé qu'aurait la manipulation de béryllium et d'uranium dans nos jardins et nos cours arrière, en plus de la dégradation de notre environnement, du réchauffement climatique et de l'exposition croissante aux polluants industriels. Un jour, en faisant du piquetage avec mes voisin-es, je me suis mise à penser à ce à quoi mon territoire ressemblerait avant la construction de l'usine, avant la construction de ma maison, avant que le Traité n° 20 ne soit ignoré, avant que la violence induite par trois

cents ans de colonialisme n'expulse mes ancêtres de cet endroit. Je n'ai pas d'autre choix que d'imaginer ce à quoi mon territoire a bien pu ressembler autrefois. Les Wet'suwet'en n'ont pas à se l'imaginer; la majorité de leur territoire est intact. Les Dénés installés le long du Dehcho n'ont pas à se l'imaginer non plus, en partie parce qu'ils se sont mobilisés dans les années 1970 et ont réussi à stopper le pipeline MacKenzie Valley, grâce au travail incommensurable des habitants, dans le cadre du programme Dehcho K'éhodi.

On peut continuer à ressasser les mêmes arguments, vieux de centaines d'années, sur les inconvénients causés par les barricades autochtones, sur la nature extra-légale de ces actions, sur l'opposition entre l'économie et l'environnement. On peut se livrer à des danses superficielles de réconciliation, de dialogue et de négociation pour obtenir des miettes d'inclusion politique ou économique. Ou bien on peut imaginer un monde différent. On peut se souvenir des principes qui ont motivé les actions de Kanehsatà:ke et de Kahnawake à l'été 1990 et la mobilisation de Standing Rock, et trouver des moyens d'aider les familles, les clans, les communautés et les nations qui se tiennent debout et qui disent : non, nous ne consentons pas à ce que vous construisiez ce terrain de golf, ce pipeline, cette mine, ce barrage hydroélectrique, point final, car ici, nous sommes trop occupé-es à construire un monde différent et à vouer un amour immodéré à notre territoire, nos cultures, nos langues et nos familles. C'est cet amour et cette responsabilité que Whess Harman, commissaire et artiste pluridisciplinaire de la nation Carrier Wit'at, a observés dans toutes les manifestations organisées en solidarité avec les Wet'suwet'en, et ce, même sous la menace de la violence étatique.

Aujourd'hui, notre planète brûle. Elle se réchauffe et se liquéfie à une vitesse sans précédent. Le monde entier devrait se tenir derrière les chef-fes héréditaires wet'suwet'en et leurs clans. Le monde entier devrait adopter leur vision pour un avenir différent. ●

Traduit de l'anglais
par Arianne Des Rochers